Ni blancs ni rouges : les abstentionnistes en Anjou (1848-1981)

La participation électorale : un indice d'intégration ?

Jean-Louis Ormières

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/637>

DOI : 10.4000/abpo.637

ISBN : 978-2-7535-1516-1

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2009

Pagination : 123-147

ISBN : 978-2-7535-1064-7

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Jean-Louis Ormières, « Ni blancs ni rouges : les abstentionnistes en Anjou (1848-1981) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 116-4 | 2009, mis en ligne le 30 décembre 2011, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/637> ; DOI : 10.4000/abpo.637

Ni blancs ni rouges : les abstentionnistes en Anjou (1848-1981)

La participation électorale : un indice d'intégration ?

Jean-Louis ORMIÈRES
Ingénieur d'études
EHESS, LISST-CAS, Toulouse

Quelle que soit la cause de cette abstention ou l'appréciation portée sur celle-ci, toutes les études convergent pour souligner que depuis près d'un quart de siècle les Français sont de plus en plus nombreux à s'éloigner des urnes. Qu'il s'agisse d'élections municipales, législatives, présidentielles ou européennes, la participation n'a cessé en effet de régresser, au point que Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen ont récemment considéré que « la France pourrait devenir une démocratie de l'abstention¹ ». Signe de désintérêt et de dépolitisation pour les uns, voire d'incivisme pour les autres, cette progression de l'abstention qui apparaît à certains comme une singularité française, en Europe tout du moins, a relancé l'intérêt des politologues pour l'étude du comportement politique, et plus particulièrement de l'abstentionnisme, et renouvelé quelque peu les travaux d'Alain Lancelot qui fit œuvre de pionnier dans ce domaine, il y a près de quarante ans².

Dans sa thèse, Alain Lancelot mettait l'accent sur les causes structurelles du phénomène, écrivant notamment dans sa conclusion : « Les électeurs s'abstiennent d'autant plus et d'autant plus régulièrement, qu'ils relèvent de catégories ou appartiennent à des collectivités plus mal intégrées à la société globale. » Plusieurs variables étaient à ses yeux censées influencer sur le degré d'intégration sociale. Ses analyses montraient en effet que celui-ci pouvait varier selon le sexe, l'âge, la catégorie socio-professionnelle, le type d'habitat, ou encore la pratique religieuse. Les conclusions de cette analyse

1. BRACONNIER, Cécile, DORMAGEN, JEAN-YVES, *La Démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris, Gallimard (Folio Actuel), 2007, 460 p.

2. LANCELOT, Alain, *L'Abstentionnisme électoral en France*, Paris, Librairie Armand Colin/FNSP, 1968, p. 249.

ont été reprises et acceptées par la plupart des politologues au cours des années suivantes.

Sans écarter totalement l'incidence de ces variables, plusieurs politologues ont, depuis plusieurs années, préféré revenir à une explication « politique » de l'abstention, faisant notamment observer que certaines de ces variables ne jouent plus guère aujourd'hui³. Ainsi, les femmes qui auparavant étaient moins nombreuses que les hommes à participer aux scrutins votent aujourd'hui dans des proportions identiques ou quasiment identiques. Il en va de même du facteur religieux. Compte tenu d'une pratique religieuse des plus réduites (à peine 7 % de pratiquants réguliers au niveau national), ce facteur ne peut plus guère apparaître comme un facteur discriminant en matière de participation. D'autres variables conserveraient en revanche leur pouvoir explicatif.

Nous voudrions ici contribuer au débat entre les tenants d'une analyse « classique » de l'abstentionnisme, en terme d'insertion ou d'intégration sociale, et ceux qui privilégient son interprétation « politique ». Notre contribution s'appuiera sur des données engrangées il y a quelques années dans le cadre de l'enquête « Rouges et Blancs » dirigée par Jacques Ozouf et François Furet. Rappelons que l'objectif de cette ambitieuse enquête, à laquelle participèrent près de dix chercheurs ou doctorants et qui portait sur près de 3000 communes et sur un siècle de vie politique (1877-1988), était de comprendre les constances (ou les inconstances), en matière de choix politique des communes retenues par chacun des participants. Pour ma part, travaillant sur le Maine-et-Loire, un département dont les habitants ont adopté des attitudes très contrastées lors de la Révolution⁴, j'avais choisi de faire porter l'enquête sur près de la moitié de ses communes en veillant à ce que chacun de ses quatre « pays » (Mauges ou Choletais, Segréen, Baugeois et Saumurois) soit représenté (voir carte 1).

Le Maine-et-Loire, qui correspond grosso modo à l'ancienne province d'Anjou, a été, comme la plupart des autres départements de l'Ouest, profondément marqué par la guerre civile de 1793 qui opposa les armées républicaines aux combattants de l'armée catholique et royale. La moitié occidentale du département comprenant le Segréen et le Choletais s'est engagée dans une contestation du nouveau régime issu de 1789, celui-ci d'une façon violente (soulèvement de 1793), celui-là en lui menant une guerre larvée (chouannerie). Dans la partie orientale, les habitants du Baugeois et du Saumurois ont soutenu avec la même ardeur le camp républicain.

Les événements et les régimes qui ont suivi n'ont guère modifié cette géographie politique née du bouleversement révolutionnaire. L'attitude des populations durant la Monarchie constitutionnelle témoigne de ces fidélités : alors que règne le plus grand calme dans la moitié orientale du départ-

3. SUBILEAU, Françoise et TOINET, Marie-France, *Les Chemins de l'abstention. Une comparaison franco-américaine*, Paris, La découverte, 1993, 228 p.

4. ORMIÈRES, Jean-Louis, « Politique et religion dans l'Ouest », dans *Annales Économie, Sociétés, Civilisation*, 1985, 5, p. 1041-1066.

Carte 1 – Régions et géographie politique du Maine-et-Loire

tement, les incidents vont se multiplier dans l'ancienne Vendée angevine (Choletais) et dans le Segréen. La Seconde République et l'introduction du suffrage universel ne révèlent aucune surprise : la frontière politique qui sépare l'est et l'ouest du département, les pays blancs des pays bleus continue, bien que de manière atténuée, à produire ses effets. Sous le Second Empire, ces contrastes régionaux semblent s'être quelque peu dissipés. La popularité de Napoléon III, d'une part, les limites apportées à la pleine expression du suffrage universel, d'autre part, ont fait de cette période une parenthèse qui s'est traduite par un très net aplanissement des reliefs idéologiques qui ne tarderont cependant pas à resurgir après la chute du régime et le rétablissement du suffrage universel.

Cet héritage politico-idéologique soutient et renforce une diversité physique et humaine déjà très prononcée entre ces quatre pays angevins, délimités par la Loire qui traverse le département d'est en ouest et la frontière géologique qui sépare du nord au sud le massif armoricain du bassin parisien. Angers, le chef-lieu, est situé à proximité du point de rencontre de ces deux axes. Dans l'ouest du département, les Mauges, au sud de la Loire, et le Segréen, au nord du fleuve, s'apparentent sur plusieurs points. Ici et là, prédominent le bocage, la polyculture-élevage et la grande propriété. Terres de forte tradition catholique, l'une et l'autre, ces deux régions se distinguent néanmoins quant à leur évolution démographique et économique. Dans le Segréen, une industrialisation limitée au seul secteur minier (ardoise et fer) et ne concernant que les communes situées sur les zones d'extraction, est demeurée impuissante à enrayer l'exode rural, partiellement compensé par une natalité plus élevée que dans les pays calcaires de l'est du département. Par contre, la progression et la diversification, ou plutôt la reconversion de l'industrie choletaise, à laquelle le clergé ne fut

d'ailleurs pas étranger⁵, ont permis de freiner le dépeuplement des communes rurales des Mauges en absorbant l'excédent de main d'œuvre agricole, d'autant plus élevé que, ici aussi, la fécondité demeure forte. Dans la moitié orientale de la province, Baugeois et Val-Saumurois ont été soumis, depuis le ^{xviii}^e siècle, à des influences idéologiques et culturelles semblables, accueillant notamment des populations réformées et des loges maçonniques⁶. Sur d'autres plans, le Baugeois, où la grande propriété n'était pas absente, est plus proche des pays de l'ouest, notamment du Segréen, que du Val-Saumurois. Terre de bocage, certes sérieusement « dégradé » aujourd'hui, et de polyculture, c'est sans conteste la région actuellement la plus déshéritée du département. Dépourvu de toute industrie et de pôle économique, le Baugeois se meurt, comme en témoignent le vieillissement et l'exode continu de sa population⁷. Malgré le déclin qu'il subit depuis le ^{xvii}^e siècle – Saumur était alors le second centre d'activités économiques de la province – le Saumurois fait figure de pays riche comparé au Baugeois. Avec ses champs ouverts, ses plaines céréalières et ses coteaux viticoles, ce pays se singularise également par une présence non négligeable du faire-valoir direct.

Bien que les causes de la permanence des traditions politiques de cet Ouest politique dont fait partie le Maine-et-Loire ne soient pas ici le sujet, il n'était pas inutile de rappeler ces contrastes géo-politiques qui n'ont pas été sans effet sur la géographie et l'évolution de l'abstentionnisme dans le département.

Évolution de l'abstention

Dans l'ensemble du Maine-et-Loire, mais ceci vaut pour le reste de la France, la participation a relativement progressé sur le long terme depuis l'instauration du suffrage universel, tout du moins jusqu'à l'élection de François Mitterrand. On aurait tort malgré tout de penser que l'évolution fut linéaire. Les premières élections de la Seconde République (avril 1848) s'étaient en effet déroulées avec des taux d'abstention très faibles, entre 16 et 18 %, soit des proportions tout à fait comparables, voire inférieures à celles des débuts de la ^v^e République. Entre-temps, la France a connu des périodes de plus forte abstention avec une géographie très contrastée. La tendance générale ou nationale à une augmentation régulière de l'abstention au cours

5. En suscitant directement ou indirectement la création d'entreprises de chaussures à la fin du ^{xix}^e siècle, le clergé des Mauges a fourni du travail aux nombreux tisserands que la crise du textile contraignait tôt ou tard à l'exode, voir CHÉNÉ, René, *Les Débuts du commerce et de l'industrie de la chaussure dans la région de Cholet*, Maulévrier, Hérault, 1980, 126 p.

6. Outre Angers et Saumur, les principaux foyers du protestantisme au ^{xvii}^e siècle sont situés dans le Baugeois, à Baugé, Beaufort et Longué. C'est également dans ces cinq villes que s'implanteront au siècle suivant les loges maçonniques.

7. GRAS, Jacques, *De la Vallée d'Anjou au plateau du Baugeois*, Paris, éd. du CNRS, 1968, 267 p.

des deux dernières décennies masque néanmoins comme par le passé des différences très importantes d'une région à l'autre, progressant plus vite dans certains endroits et marquant une pause voire régressant dans d'autres.

Au niveau départemental, c'est notamment le cas pour le Maine-et-Loire, on observe également des évolutions contrastées voire contraires sur la longue période. Sous la Troisième République, le Baugeois et, dans une moindre mesure, le Saumurois sont très participationnistes, à l'inverse des circonscriptions de l'ouest (celle de Segré et plus encore celle de Cholet) où l'abstention est relativement élevée. Si l'abstention tend à refluer de manière continue dans les pays de l'ouest du département (plus dans les Mayes que dans le Segréen) et dans le Saumurois, par contre, à partir de 1945, il augmente dans le Baugeois. Dans ce fief de la gauche, la différence de participation entre les deux derniers scrutins de la Troisième République et les premiers scrutins de la Quatrième République, est très élevée; elle passe en effet de près de 90 % à 70 %. À l'inverse, le changement de constitution ne semble avoir eu aucune incidence sur le niveau de participation dans les pays « réactionnaires »; l'exemple du canton de Baupréau est à cet égard très significatif : en 1945 comme en 1936, le taux d'abstention est de 16 %. Le comportement des électeurs des autres régions se situe à mi-chemin entre ces deux extrêmes. Retenons pour le moment que la forte poussée abstentionniste concerne principalement le Baugeois, la région où l'ancrage de la tradition républicaine était le plus solide.

Pour notre étude qui, comme nous l'avons dit plus haut, se situe à l'échelle de la commune, nous avons découpé la période séculaire (1877-1988) sur laquelle portait l'enquête « Rouges et Blancs » en cinq sous-périodes : 1877-1893, 1898-1914, 1919-1936, 1945-1958 et 1962-1988. La cartographie de l'abstention fait très clairement ressortir la permanence d'importants contrastes entre les communes de notre échantillon pour chacune de ces périodes et tout particulièrement au cours de la Troisième République. Auparavant, nous voudrions examiner brièvement ce qu'il en était de la participation lors des premières élections qui se déroulèrent au suffrage universel, celles de la Seconde République, qu'il s'agisse des élections législatives (1848 et 1849) ou de l'élection présidentielle (1848).

L'abstention sous la Seconde République

La forte participation électorale des Angevins aux élections de l'Assemblée Constituante (23 avril 1848) témoigne de l'engouement que suscite ici, comme dans le reste de la France, l'instauration du suffrage universel. À l'est comme à l'ouest, à la ville comme à la campagne, les électeurs se pressent derrière leur maire ou leur curé pour accomplir leur devoir civique, tant et si bien que les taux de participation, entre 85 et 95 % selon les cantons, font aujourd'hui figure de taux records.

Moindre pour l'élection présidentielle de décembre 1848, la participation demeure néanmoins honorable puisqu'elle concerne encore plus de

75 % des électeurs inscrits. L'embarras des états-majors politiques à se prononcer de manière unanime pour l'un ou l'autre des deux candidats (Cavaignac et Louis Napoléon Bonaparte) n'est peut-être pas étranger à cette abstention accrue. Globalement trois des quatre régions se situent au-dessus de la moyenne départementale, avec des taux avoisinant 80 % de participation. Seul le pays des Mauges enregistre une abstention particulièrement forte, évoluant selon les sections de cantons entre 50 et 65 %. Cette singularité est imputable à la réticence d'une grande partie de l'électorat à choisir entre deux candidats auxquels les populations vouaient une antipathie sensiblement équivalente. La présence d'un candidat légitimiste eût incontestablement provoqué un plus grand empressement des électeurs de cette région à se rendre aux urnes.

À l'inverse de ce qui s'était passé pour les élections du 23 avril 1848, et alors que les conditions de vote demeuraient inchangées, l'Assemblée Législative étant élue, comme la Constituante, au scrutin de liste non bloquée, une partie non négligeable des électeurs a refusé de se rendre aux urnes le 13 mai 1849 pour élire les députés devant siéger à l'Assemblée Législative. Ces progrès de l'abstention, observables sur l'ensemble du territoire, s'expliqueraient selon Philippe Vigier par la lassitude du corps électoral trop souvent sollicité depuis février 1848⁸. D'autres facteurs ont cependant dû jouer car d'une région à l'autre du Maine-et-Loire, le niveau de participation chute plus ou moins fortement, alors qu'un an auparavant on ne constatait aucune différence régionale significative. Quels que soient les cantons, les écarts n'excédaient guère 10 % en 1848, alors qu'ils atteignent et dépassent 20 % un an plus tard. L'abstention relativement plus élevée dans le Baugeois, pays bleu, serait due, pour partie, au trouble causé par la présence de deux listes du côté républicain, l'une bleue, celle des républicains modérés, l'autre rouge, celles des démocrates-socialistes⁹. Il est néanmoins difficile de tirer des conclusions sur cette période d'apprentissage de la vie politique, tant l'acte électoral demeure avant tout « une manifestation symbolique d'appartenance à la collectivité¹⁰ ».

Géographie de l'abstention sous la Troisième République

Les scrutins du Second Empire confirment l'existence d'une participation différenciée. Cependant, le plein exercice du suffrage universel demeure quelque peu faussé par la pratique des candidatures officielles et rend

8. « Ici comme partout, il y a eu des électeurs lassés de la répétition des consultations électorales depuis un an », VIGIER, Philippe, *La Seconde République dans la région alpine*, Paris, PUF, 1963, t. 2, p. 209.

9. Le fait, ici comme dans d'autres départements, que le nom de certains républicains modérés figure également sur la liste des blancs du parti de l'ordre ne fait qu'ajouter à la confusion et à l'indécision d'une partie de l'électorat traditionnellement acquis à la République.

10. ROSANVALLON, Pierre, *Le Sacre du citoyen*, Paris, Gallimard, coll. « folio-histoire », 1992, p. 384.

délicate l'interprétation des résultats électoraux. Avec le rétablissement de la République et en dépit des efforts de la droite conservatrice pour y apporter des limites, le libre exercice du suffrage universel masculin, entré définitivement dans les mœurs, s'accompagne d'une évolution contrastée de la participation. Importantes tout au long de la Troisième République, ces variations nous ont conduit à distinguer trois sous-périodes : 1877-1893; 1898-1914; 1918-1936.

De ces trois sous-périodes, ce sont surtout les deux premières qui font apparaître les plus vives oppositions entre régions. Alors que le Baugeois et à un degré moindre le Saumurois se signalent par une forte participation du corps électoral aux divers scrutins, l'ouest et tout particulièrement les Mauges connaissent des taux d'abstentionnisme élevés. L'appréhension de ces écarts régionaux ne peut se passer d'un recours à l'analyse politique. On sait en effet que le début de la Troisième République fut marqué par le phénomène de la candidature unique qui favorisait bien évidemment l'abstention, en dissuadant une partie des électeurs de se déplacer pour déposer un bulletin de vote en faveur d'un candidat qui n'était habituellement pas de leur choix ¹¹. Toutes les circonscriptions du Maine-et-Loire furent marquées, à un moment ou à un autre, par ce phénomène. Il advint à deux reprises dans celles de Baugé (1893 et 1898) et de Saumur (1893 et 1906), à trois reprises dans celle de Cholet (1906, 1910 et 1914). Dans la circonscription de Segré, il n'y eut guère que pour le scrutin de 1889 qu'un seul candidat se présenta devant les électeurs.

À l'exception de la circonscription de Baugé, toutes ces candidatures uniques ou monocolores appartiennent à la droite. L'artefact que représente la candidature unique explique sans aucun doute les différences entre circonscriptions en ce qui concerne l'abstention. Elle est cependant insuffisante puisque les écarts entre communes d'une même circonscription sont tout aussi importants, sinon plus. Le cas des Mauges (circonscription de Beaupréau/Cholet) où les comportements électoraux sont les plus hétérogènes est particulièrement parlant comme le montre le tableau suivant sur lequel figurent les communes qui ont les attitudes les plus opposées.

Alors que pour la même période les écarts de participation entre les trois cantons de notre échantillon n'atteignent pas 5 %, ceux qui séparent les communes ci-dessus dépassent 15 %. C'est entre le Pin-en-Mauges et Le Puiset-Doré que la distance est la plus grande : 40,3 % d'abstention pour l'une contre moins de 10 % pour l'autre, soit 30 % de différence. Dans le Segréen, les communes ont des comportements relativement plus homogènes. Il n'y a guère que deux communes (Freigné et Sainte-Gemmes-d'Andigné) qui se détachent du lot avec plus de 30 % d'abstention. C'est dans la moitié orientale du département que l'homogénéité est la plus forte. Dans le Saumurois

11. Lorsque deux candidats étaient néanmoins en concurrence mais qu'une seule couleur politique était représentée (gauche ou droite), le résultat du scrutin a été assimilé à celui d'une candidature unique, ce qui n'a rien d'incongru dans une optique telle que celle qui sous-tendait notre enquête.

***Taux moyen d'abstention aux élections législatives de 1877 à 1893
dans six communes des Mauges***

Communes abstentionnistes	Taux d'abstention	Communes participationnistes	Taux d'abstention
Le May	30,0 %	Le Pin-en-Mauges	9,9 %
Beausse	30,6 %	Poitevinrière	12,3 %
Botz-en-Mauges	31,2 %	Andrezé	14,3 %
Le Fuilet	32,2 %	La Salle-Aubry	18,7 %
Montigné	33,9 %	Saint-Rémy-en-Mauges	18,9 %
LePuiset-Doré	40,3 %	Bourgneuf-en-Mauges	19,1 %

et plus encore dans le Baugeois, la participation des électeurs est telle qu'il est très difficile d'y trouver des écarts très significatifs.

Pour expliquer les écarts ayant existé en matière de participation entre les départements, voire entre les cantons, Alain Lancelot avait évoqué plusieurs facteurs¹². Permettent-ils réellement d'expliquer les variations de l'abstention d'une commune à l'autre du Maine-et-Loire ? C'est ce que nous voudrions examiner maintenant en nous attachant plus particulièrement aux scrutins de la III^e République, période au cours de laquelle la géographie de l'abstention est très contrastée. On peut en effet s'attendre à ce que les facteurs mis en avant par Alain Lancelot pour rendre compte de l'abstention se révèlent d'autant plus pertinents que plusieurs de ces facteurs varient sensiblement d'une région à l'autre au cours de cette période.

Interprétation de l'abstention

Pour savoir si la participation électorale peut être considérée, en définitive, comme une dimension secondaire de la participation sociale, il nous faut examiner les éléments qui permettent de mesurer les différents éléments susceptibles de concourir à l'intégration sociale de l'individu : habitat, âge, sexe, religion et niveau d'instruction. De ces éléments, l'habitat est sans aucun doute celui qui semble le plus déterminant, notamment sous la Troisième République, à une époque où les déplacements sont encore limités. Le vote se déroulant au chef-lieu de la commune, on peut en effet supposer que l'électeur d'une région de bocage où prédomine l'habitat dispersé soit moins enclin à participer au scrutin qu'un électeur vivant en pays d'habitat groupé. Si l'incidence de ce facteur diminue avec le temps et l'amélioration des transports, il en va différemment d'autres facteurs tels que l'âge, le sexe, la religion ou le niveau d'instruction.

12. LANCELOT, Alain, *L'Abstentionnisme électoral...*, op. cit.

L'analyse en terme d'intégration

1- L'influence du type d'habitat sur le niveau d'abstention

Il est généralement admis que le mode de peuplement exerce une certaine influence sur le degré de participation des citoyens à la vie politique en milieu rural sinon sur leur orientation politique¹³. On a ainsi fait remarquer que le bocage et la dispersion de l'habitat nuisaient à la participation des électeurs aux scrutins alors que le bourg ou l'habitat groupé la favorisait¹⁴. C'est notamment les conclusions auxquelles Georges Dupeux était parvenu dans son étude sur l'abstention en Loir-et-Cher au début de la Troisième République : « La distance du domicile de l'électeur au chef-lieu de la commune apparaît comme un facteur primordial d'abstention¹⁵. » Or, dans l'Ouest, le bocage et donc l'habitat dispersé prédominent. Appartenant à cet ensemble géographique, le Maine-et-Loire n'échappe pas à cette règle. En effet, dans la quasi-totalité des communes du département, la majorité de la population habite dans des fermes éparses.

Convaincu, et voulant nous convaincre, que le degré et le processus d'urbanisation étaient un facteur fondamental pour comprendre la géographie de l'insurrection dans les départements de l'Ouest, Charles Tilly a eu tendance à maximiser quelque peu ce qui distingue les pays insurgés des pays fidèles à la République dans l'Anjou méridional, soulignant notamment l'existence d'une « urbanisation, acquise de longue date, et solidement établie du Val-Saumurois (républicain) et l'urbanisation récente et agitée des Mauges (contre-révolutionnaires)¹⁶ ». Charles Tilly a ainsi « la très ferme présomption que, dans le Val-Saumurois, le type de peuplement aggloméré renforça la sensibilité des citoyens aux idées et aux mouvements politiques venus de l'extérieur¹⁷ ». Certes, il existe bien des communes du Saumurois dans lesquelles le bourg rassemble la majorité, voire la quasi-totalité des habitants, mais ce n'est le cas que pour un nombre très limité d'entre elles.

Mais c'est Laurence Wylie, qui, dans sa monographie de Chanzeaux, village d'Anjou¹⁸, a entrepris d'analyser avec le plus de précision le lien entre

13. Dans son célèbre *Tableau politique de la France de l'Ouest*, André Siegfried attribue une influence non négligeable au type d'habitat. Associé à la grande propriété et à l'influence du clergé, l'habitat dispersé contribuait selon lui à la formation d'un tempérament de droite. Inversement, c'est dans les villages ou dans les pays d'habitat groupé que la gauche réalisait ses meilleurs scores.

14. SIEGFRIED, André, *Tableau politique...*, *op. cit.*, et LANCELOT, Alain, *L'Abstentionnisme électoral...*, *op. cit.*

15. DUPEUX, Georges, « Le problème des abstentions dans le département du Loir-et-Cher au début de la Troisième République », *Revue Française de Science Politique*, vol. 2, n° 1, 1952, p. 71-86. Le politologue ajoutait cependant : « Elle [la distance au domicile] ne joue pas uniformément. La route est naturellement sa grande ennemie; elle parvient quelquefois à neutraliser complètement ses effets. »

16. TILLY, Charles, *La Vendée*, Paris, Fayard, 1970, p. 50.

17. *Ibidem*, p. 108.

18. WYLIE, Laurence, *Chanzeaux, village d'Anjou*, Paris, Gallimard, 1970, 494 p.

comportement politique et structure de l'habitat. Il a notamment établi l'existence dans cette commune des Mauges d'une relation étroite entre le nombre des abstentions aux élections de 1958 et de 1962 et la distance entre le lieu de résidence et le bourg : plus l'électeur résidait loin du bourg, plus il avait tendance à se tenir éloigné des urnes. Ainsi, et sur ce point tout particulièrement, le sociologue américain ne fait que confirmer au plan local les conclusions d'Alain Lancelot : l'habitat dispersé pénaliserait la participation.

Dans les communes du Baugeois où prédomine également l'habitat dispersé, le fait semble incontestable, les habitants du bourg s'abstiennent moins que ceux des fermes éparses :

Type d'habitat et abstention électorale

Communes	Population agglomérée en 1921 (1)	Élection (2)	Taux d'abstention	
			Bourg	Pop. éparsé
Vieil-Baugé	25 %	1919	25 %	30 %
Vieil-Baugé	25 %	1956	14 %	26 %
Jarzé	35 %	1919	20 %	35 %
Cuon	28 %	1877	21 %	38 %

(1) source : recensement de 1921

(2) source : listes électorales

Ces quelques exemples sembleraient donc *a priori* confirmer les conclusions d'Alain Lancelot. Dans les exemples ci-dessus, les habitants du bourg participent en effet plus que ceux qui vivent dans les fermes éparses. Compte tenu de ce que nous avons fait observer plus haut, à savoir que l'habitat groupé ne concerne qu'un faible nombre de communes, nous avons préféré étendre à l'ensemble des communes du département l'évaluation du lien entre participation et agglomération. J'ai confronté les données fournies sur la répartition de l'habitat par le recensement de 1921 et le taux de participation lors de deux élections, une élection partielle, celle de 1874 et, un scrutin national, l'élection législative de 1881.

L'élection partielle de septembre 1874 est intéressante à plus d'un titre. Conformément au décret du 29 janvier 1871, elle se déroule au scrutin de liste départemental et concerne donc toutes les communes. De plus, elle a lieu à un moment où la question du régime demeure la plus ouverte. Les légitimistes peuvent, en effet, croire encore aux chances d'une restauration de la monarchie. Du côté des bonapartistes, la défaite de Sedan et la chute de Napoléon III n'ont aucunement découragé toutes les sympathies dont jouit le prince impérial. Le 24 mai 1874, la victoire, dans la Nièvre, d'un ancien baron de l'Empire avait fait ressurgir une force politique que certains

avaient sans doute cru définitivement enterrée le 4 septembre 1870. Reste que les diverses consultations qui ont lieu depuis 1871 révèlent les préférences de l'opinion française pour la République dont les représentants ne cessent de progresser, en sièges comme en voix. Or, l'intérêt de ce scrutin de septembre 1874 en Maine-et-Loire réside précisément dans le fait que chacune de ces trois forces politiques majeures y est représentée. Dès lors le taux d'abstention aurait dû être relativement limité. Ce fut le cas pour la majeure partie du département à l'exception toutefois des communes du sud-ouest. Quoi qu'il en soit le coefficient de corrélation entre le taux d'abstention et le taux d'agglomération est proche de zéro (+ 0,05) impliquant de fait une indépendance quasi totale entre les deux variables.

À l'inverse des élections partielles de 1874, les élections générales de 1881, comme celles de 1877, eurent lieu au scrutin uninominal. Persuadés que ce type de scrutin les avantageait, les conservateurs avaient en effet fait voter une loi le rétablissant (30 novembre 1875). Ce scrutin intervenait au lendemain de la première vague de mesures anticléricales prises par les Républicains. La droite était alors profondément divisée et découragée. Son défaut d'organisation était tel qu'elle avait été dans l'incapacité de présenter un candidat dans plus de la moitié des circonscriptions¹⁹. En Maine-et-Loire cependant, comme dans les autres départements de l'Ouest où la droite était solidement implantée, c'est plutôt dans le camp adverse, parmi les républicains, que l'on eut quelque difficulté à se mobiliser, tant le combat semblait par trop inégal. C'est sans doute ce qui explique que l'abstention ait été si élevée dans la circonscription des Mayennes (plus de 50 %), alors qu'elle était proche de la moyenne nationale dans le reste du département. Reste que cette élection témoigne également d'une absence de lien significatif entre le type d'habitat et le degré de participation, le coefficient de corrélation étant à peine plus élevé que pour l'élection partielle de 1874 (+ 0,11).

Mais pour écarter tout effet de conjoncture politique, nous avons choisi de comparer le type d'habitat de 32 communes de notre échantillon, prises dans chacune des quatre régions, avec la moyenne de leur abstention aux cinq élections de notre première période (1877-1893). Le coefficient de corrélation apparaît là aussi des plus négligeables comme le montre le graphique 1.

2 – L'impact de l'âge sur le niveau d'abstention

L'âge est également une variable susceptible d'influencer le niveau d'abstention. On observe en effet que le plus souvent l'abstention varie en fonction de l'âge pour former une courbe en U. Élevée parmi les jeunes électeurs, elle régresse régulièrement chez les adultes pour remonter chez

19. LEVILLAIN, Philippe, *Les Droites en République*, dans : SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Droites françaises*, Paris, Gallimard, coll. folio histoire, 1992, p. 277-382.

Graphique 1 – Mode de peuplement et abstention électorale

les personnes âgées. La configuration de cette courbe est confirmée pour trois grosses communes rurales du Baugeois²⁰.

L'abstention électorale selon l'âge dans trois communes du Baugeois

Abstention (%)			
Communes	Cuon	Jarzé	Vieil-Baugé
Nombre d'inscrits :	289	451	347
Élection législative nationale de :	1877	1931 (partielle)	1932
Âge :			
21-29 ans	14,0	14,9	16,6
30-39 ans	6,5	1,1	4,6
40-49 ans	6,5	1,6	2,0
50-59 ans	2,0	4,5	4,6
60-69 ans	8,6	7,3	9,6
+ 70 ans	26,0	24,4	12,5

Source : listes électorales

L'étude des listes électorales de ces trois communes pour divers scrutins (municipales, cantonales et législatives) montre qu'en définitive les jeunes (21-29 ans) et les plus de 70 ans, qui ne regroupent habituellement guère plus d'un quart du corps électoral, forment de 40 à 60 % de l'ensem-

20. À Chanzeaux, pour sept élections et référendums entre 1958-1962, seuls les hommes de plus de 70 ans sont nettement plus abstentionnistes (14 %) que la moyenne (5,7 %).

ble des abstentionnistes. La structure démographique est donc susceptible d'influer fortement sur le degré d'abstention. On peut dès lors être tenté d'expliquer la chute de la participation dans le Baugeois après 1945 par le vieillissement de la population. Les plus de 65 ans y représentent en effet 16,4 % de la population totale contre 11,9 % dans le Choletais, Segréen et Saumurois se situant entre ces deux extrêmes (respectivement 14 % et 14,5 %). Il faut pourtant remarquer que si le sommet de la pyramide des âges pénalise la participation de l'électorat baugeois, la base de cette pyramide, plus étroite ici que dans le Choletais, l'avantage puisque les jeunes sont aussi les plus nombreux à s'abstenir. L'âge n'est donc en aucun cas un facteur déterminant des modifications intervenues après 1945 dans la géographie de l'abstention en Anjou.

3 – Le niveau de participation électorale en fonction du sexe des votants

Depuis que le droit de vote a été accordé aux femmes, il est généralement admis que celles-ci se désintéressent plus que les hommes du débat politique, certains allant même jusqu'à dire que l'attribution du droit de vote au « deuxième sexe » serait pour partie responsable du léger relèvement du niveau des abstentions par rapport à l'avant-guerre. En Anjou, l'enquête de Laurence Wylie sur Chanzeaux et les résultats de nos propres travaux sur la participation dans une grosse commune rurale du Baugeois semblent confirmer la moindre participation des femmes aux scrutins. À Chanzeaux, on compte deux femmes pour un homme parmi les abstentionnistes au cours des élections de 1958-62. À Vieil-Baugé, les femmes sont également plus nombreuses que les hommes à ne pas se rendre aux urnes. Néanmoins, comme on peut le constater sur le tableau suivant, le haut niveau de l'abstentionnisme dans le Baugeois de l'après-guerre est en partie seulement imputable aux femmes puisque l'abstention des hommes, qui était de 8,5 % en 1936, évolue entre 14 % et 30 % sous la IV^e République.

Taux d'abstention par sexe à Vieil-Baugé

Abstention (%)					
	1936 Législatives	1945 Législatives	1946 Législatives	1946 Référendum	1956 Législatives
Hommes	8,5	30	22,4	18	14
Femmes		35	31,5	32,3	29

Source : listes électorales

Pourtant dès le lendemain de la guerre, dans certains départements, le comportement des femmes n'est pas très différent de celui des hommes. Ainsi en va-t-il de l'Hérault où selon Raymond Huard, la participation

des femmes au scrutin municipal de mai 1945 est comparable à celle des hommes²¹. Alain Lancelot a par ailleurs fait observer lui aussi qu'à diverses occasions et dans plusieurs circonscriptions, les femmes étaient plus nombreuses à participer au scrutin. Il montrait que l'attitude des femmes variait en fonction de la conjoncture politique mais aussi de leur situation conjugale et du degré de pratique religieuse.

Les études effectuées par Janine Mossuz-Lavau sur les toutes dernières élections ont également permis de mettre en évidence l'influence de la situation socio-économique sur le civisme des femmes. Plus actives et mieux scolarisées que dans le passé, les femmes ne s'abstiennent guère plus que les hommes. Ne concernant que des bureaux parisiens, cette évolution resterait à vérifier pour la province et plus encore pour les zones rurales.

4 – La variable socio-religieuse

En précisant que le déclin de la religiosité n'est pas sans effet sur le niveau de participation des femmes aux élections les plus récentes, Janine Mossuz-Lavau a également attiré l'attention, comme l'avait fait Alain Lancelot, sur le poids du facteur religieux. Dans son livre sur *La fin des terroirs*, l'historien américain Eugen Weber affirmait qu'au début de la Troisième République, « les villages qui votaient le moins étaient également ceux qui fréquentaient le moins l'église et l'école²² ». Quelques années auparavant, Alain Lancelot était parvenu au même constat. Confrontant la carte de la pratique religieuse établie par le chanoine Boulard et celle du comportement des électeurs au référendum du 28 septembre 1958, Alain Lancelot faisait apparaître une correspondance entre la géographie de l'indifférence religieuse et celle de l'abstentionnisme au niveau national :

« À l'ouest, la correspondance est presque parfaite entre la frontière des pays fidèles et celle de la participation massive : l'une et l'autre coupent le département de l'Orne à la verticale d'Argentan, suivent la limite de la Mayenne et de la Sarthe, divisent le Maine-et-Loire en passant par Angers, séparent la Vienne des Deux-Sèvres et s'orientent brusquement d'est en ouest à la hauteur de Poitiers. À l'ouest de cette frontière, les abstentions sont peu nombreuses, elles comptent par exemple pour moins de 15 % au référendum de 1958 ; à l'est, elles pèsent davantage (plus de 20 % pour la même consultation)²³. »

L'examen de la pertinence de cette variable sur l'abstentionnisme est d'autant plus intéressant que c'est précisément le département du Maine-et-Loire qu'Alain Lancelot avait retenu pour montrer que cette correspondance hexagonale entre « absentéisme » religieux et abstentionnisme politi-

21. HUARD, Raymond, *Le Suffrage universel en France, 1848-1948*, Paris, Aubier, 1985, p. 372.

22. WEBER, Eugen, *Aspects de l'histoire : la modernisation de la France rurale 1870-1914*, Paris, Fayard, 1983, p. 394.

23. LANCELOT, Alain, *L'Abstentionnisme électoral...*, op. cit., p. 206.

que se retrouvait souvent dans le détail des situations locales. Juxtaposant la carte de la pratique religieuse en Maine-et-Loire et la géographie de l'abstention au référendum de 1958, Alain Lancelot faisait en effet remarquer que les cantons de l'ouest de ce département (Mauges et Segréen) où les populations assistaient quasi unanimement à la messe dominicale étaient aussi ceux dont les électeurs furent les plus nombreux à voter lors du référendum. Inversement, la participation était beaucoup plus faible dans les cantons de l'est (Saumurois et Baugeois) là où l'indifférence religieuse prédominait.

Or, nous venons de le voir, les débuts de la Troisième République furent marqués par une très forte abstention dans les Mauges qui étaient alors, comme elles le seront sous la Cinquième République, les terres les plus catholiques du département, celles où la présence à la messe du dimanche n'était pas loin d'être unanime, alors qu'à l'inverse, le Baugeois qui faisait figure de pays indifférent dès la fin du XIX^e siècle, se caractérisait alors par un taux élevé de participation. Ainsi, et selon la période à laquelle on se situe, le facteur religieux jouerait en faveur de la participation ou contre elle. Pertinente pour la Quatrième et la Cinquième République, la corrélation entre présence à l'église et présence au scrutin ne l'est plus pour la Troisième République. Le fait qu'une forte proportion d'électeurs des Mauges se soit détournée régulièrement des urnes tout au long de la Troisième République n'avait pas échappé au politologue qui y voyait le signe du refus de certains de se rallier à la République. Ces descendants de Vendéens auraient en quelque sorte manifesté leur refus de participer à ces « messes électorales » évitant par là de cautionner un régime violemment combattu par leurs ancêtres.

En admettant qu'il en soit ainsi, comment alors expliquer que les communes qui s'écartent le plus de cette attitude réfractaire (au Pin-en-Mauges, plus de 90 % des électeurs votent régulièrement) figurent parmi celles qui accordent le moins de suffrages aux candidats qui défendent les couleurs de la République ? Il faut par ailleurs ne pas oublier que le Choletais avait connu auparavant des taux d'abstention très faibles. Ainsi aux élections du 23 avril 1848, la plupart des cantons de la région votèrent dans des proportions voisines de 90 % alors que, rappelons-le, l'élection se déroulait au chef-lieu du canton.

L'idée soutenue par Laurence Wylie et Alain Lancelot que, jusqu'à une date relativement récente (début de la Cinquième République), l'Église aurait fait pression sur ses fidèles pour les encourager à aller voter pourrait permettre de comprendre la forte participation des régions les plus catholiques depuis la Première Guerre mondiale²⁴. Elle ne peut néanmoins

24. Certains prélats considéraient même que l'abstention électorale était encore plus condamnable que l'abstention à la messe du dimanche. En 1945, l'évêque de Nancy avait ainsi déclaré : « s'abstenir sans une impossibilité absolue, telle que la maladie, serait un péché mortel », cité par Serge BONNET dans *Sociologie politique et religieuse de la Lorraine*, Paris, A. Colin, 1972, 506 p.

suffire à expliquer les manquements au devoir civique pour les périodes antérieures²⁵.

5 – Le niveau d'instruction

Plusieurs études, en France mais également dans d'autres pays, tendent à montrer que l'illettrisme et la participation ne font généralement pas bon ménage. En Espagne, Mercedes Vilanova travaillant sur les élections de la Seconde République remarque que cette relation concerne tant les hommes que les femmes. Chez celles-ci comme chez ceux-là, l'abstentionnisme est nettement plus prononcé parmi les analphabètes²⁶. En France, Eugen Weber, s'appuyant sur les travaux de Georges Dupeux sur le Loir-et-Cher²⁷ et sur la thèse de Serge Bonnet sur la Lorraine, affirmait également : « Il y a un rapport direct entre la disparition de l'analphabétisme et la participation électorale²⁸. » Constatant que l'arrondissement de Romorantin (Loir-et-Cher), qui englobe une grande partie de la Sologne, se singularisait par une forte abstention aux élections législatives de 1852 à 1869, Georges Dupeux concluait : « La coïncidence de l'analphabétisme et de l'abstention est frappante en Sologne ; inversement le canton de Beaune à forte fréquentation scolaire en 1839 ne compte que 11 % d'abstention²⁹. » Cependant Georges Dupeux ajoutait un peu plus loin que cette corrélation ne se vérifiait pas pour d'autres régions du département.

Aucune correspondance de cette sorte en Maine-et-Loire. À en juger par l'analphabétisme des conscrits vers 1827-1830, les quatre régions du département semblent logées à la même enseigne³⁰. Au nord comme au sud de la Loire, plus des deux tiers des conscrits provenant des cantons ruraux sont analphabètes. Seuls le Val de Loire et les cantons urbains peuvent s'enorgueillir d'avoir plus d'un tiers de leurs conscrits capables de lire et écrire. La loi Guizot va profondément modifier la géographie de l'analphabétisme en Maine-et-Loire. Dès la fin de la monarchie de Juillet on observe une forte corrélation entre scolarisation et alphabétisation pour ce département. C'est notamment ce qui ressort des enquêtes et recensements officiels.

Prenons tout d'abord l'enquête du comité du travail de 1848, dont une question concerne l'état de l'instruction parmi les travailleurs³¹. Bien que les réponses demeurent trop souvent fort approximatives et manquent d'homogénéité rendant difficiles les comparaisons, elles font nettement

25. Voir à ce sujet DELOYE, Yves, *Les Voix de Dieu. Pour une autre histoire du suffrage électoral : le clergé catholique français et le vote XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Fayard, 2006, 410 p.

26. VILANOVA, Mercedes, "Anarchism, political participation and illiteracy in Barcelona between 1934 and 1936", *The American Historical Review*, Vol. 97, n° 1, 1992, p. 96-120.

27. DUPEUX, Georges, *Aspects de l'histoire sociale et politique du Loir-et-Cher (1848-1914)*, Paris/La Haye, Mouton, 1962, 597 p.

28. WEBER, Eugen, *Aspects de l'histoire... op. cit.* p. 394.

29. DUPEUX, Georges, *Aspects de l'histoire...*, *op. cit.*, p. 389.

30. OZOUF, Jacques, FURET, François, *Lire et écrire*, Paris, Minuit, 1977, t. 1, p. 195.

31. Arch. nat., C 958.

ressortir « l'avance » prise par les Mauges en matière d'alphabétisation. Dans plusieurs cantons ruraux de l'arrondissement de Cholet (Beaupréau, Chemillé, Saint-Florent), plus de la moitié des habitants sait lire et écrire. Par contre, dans le Baugeois et dans le Segréen, mais également dans une certaine mesure, dans le Saumurois, une forte majorité de la population reste encore analphabète (entre deux tiers et trois quarts selon les cantons). La palme de l'analphabétisme revient néanmoins aux deux régions septentrionales de l'Anjou. Dans le canton de Noyant (Baugeois), il n'y a guère que 4 % des habitants qui savent lire et écrire « attendu qu'il y a très peu de temps qu'il existe des instituteurs dans le canton ». Dans le Segréen, le canton de Louroux-Béconnais compte moins de 5 % d'habitants capables de lire et écrire. Ces deux cantons faisaient partie de ceux qui étaient les moins bien pourvus en établissements scolaires.

Une carte des conscrits sachant signer entre 1858 et 1867 montre à l'évidence que les régions qui ne possédaient qu'un nombre limité d'écoles en 1833 sont comme « pénalisées » près de vingt-cinq ans plus tard. Alors que dans les Mauges et le Saumurois, les communes dont la proportion de conscrits alphabétisés est supérieure aux deux tiers sont les plus nombreuses, dans le Segréen et le Baugeois, une majorité de communes compte plus d'un conscrit sur deux qui ne sait pas signer. Si l'arrondissement d'Angers est le plus avancé, ceux de Beaupréau et de Saumur le talonnent, alors que les arrondissements de Baugé (malgré les progrès accomplis en dix ans) et de Segré sont distancés :

Graphique 2 – Évolution de l'analphabétisme des conscrits entre 1858 et 1867

Source : M. Fourcault, Arch. dép. de Maine-et-Loire

Les données de 1872 sur l'alphabétisation ne font que confirmer l'existence de contrastes importants entre le nord du département (Segréen et Baugeois) composé en majorité d'illettrés et le sud (Choletais et Saumurois) où plus de 50 % des hommes comme des femmes savent lire et écrire.

Population ne sachant ni lire ni écrire (recensement de 1872)

Arrondissements	6 à 20 ans	Population totale
Cholet (Mauges)	23 %	35 %
Saumur	20 %	41 %
Baugé	40 %	49 %
Segré	42 %	54 %

Pénalisés par une situation économique faiblement dynamique, Segréen et Baugeois ne parviendront pas, malgré d'indéniables progrès, à rattraper le niveau des autres régions avant la fin du XIX^e siècle. Cependant en dépit d'un rythme d'alphabétisation qui va très vite (fin XIX^e siècle) le placer en tête des pays lettrés, le Choletais persista dans son attitude particulièrement abstentionniste jusqu'à la Première Guerre mondiale.

Ainsi non seulement les lumières de l'école n'ont pu amener les habitants des contrées de l'Ouest à se défaire d'une certaine défiance envers la République mais elles n'ont en rien contribué à décider un plus grand nombre de ruraux à se rendre aux urnes. Si les conditions sociales et culturelles sont susceptibles de faire varier ici ou là le niveau de l'abstentionnisme, l'étude du phénomène dans un département comme le Maine-et-Loire montre combien les conditions politiques demeurent déterminantes pour comprendre son évolution dans l'espace et dans le temps. L'analyse de l'abstentionnisme dans les deux régions les plus contrastées doit achever de nous convaincre.

L'analyse en termes politiques

Le contexte politique et tout naturellement le nombre de candidats ne sont pas sans effet sur la distribution et l'évolution du phénomène abstentionniste. André Siegfried, dans son célèbre *Tableau politique de la France de l'Ouest*, avait pris soin de distinguer, pour toute la période précédant la Première Guerre mondiale, les élections de lutte (1885, 1906) des élections d'apaisement (1893, 1898 et 1910). Les premières mobilisèrent l'électorat, les secondes provoquèrent une montée de l'abstention.

Pour montrer l'importance du contexte politique sur le niveau de participation, nous avons divisé les soixante ans de scrutins politiques de la Troisième République en trois sous-périodes. Ce découpage permet de montrer l'évolution contrastée de l'abstention en fonction des régions. Cette géographie illustre le « caractère » politique plus que sociologique de l'abstention.

Période 1877-1893

Cette période est marquée par un nombre non négligeable de scrutins monocolores, la droite n'ayant pas d'adversaire dans plusieurs circonscriptions, notamment dans le Choletais et le Saumurois, la gauche, à l'inverse, étant seule en lice dans le Baugeois. Les premiers scrutins de la Troisième République se caractérisent dans le Choletais par une abstention plus élevée. Dans plus de 12 communes, soit un tiers de notre échantillon, la moyenne des taux d'abstention est supérieure à 25 %, atteignant même 35 % pour la moitié d'entre elles.

Graphique 3 – Comportement électoral de 15 communes des Mauges

Source : Recensement de la population de 1921

Les élections législatives de 1885 eurent lieu, on le sait, au scrutin de liste que le gouvernement de Ferry avait fait adopter quelques mois auparavant par les Chambres. En Maine-et-Loire, deux listes étaient en présence ; une liste conservatrice regroupant des royalistes, légitimistes, pour la plupart, des bonapartistes et des divers droite et une liste formée par les républicains, modérés pour la majeure partie.

La corrélation entre le pourcentage obtenu par la liste républicaine aux élections de 1885 et le taux d'abstention moyen enregistré entre 1877 et 1893 pour quinze communes des Mauges s'élève à +0,61. Pour la période suivante (1898-1914) durant laquelle le niveau de l'abstention s'élève un peu plus, le coefficient de corrélation avec les voix républicaines est encore plus élevé, +0,69.

Période 1898-1914

C'est au cours de cette deuxième période de la Troisième République que les abstentions atteignent leur maximum. Ce maximum est particulièrement prononcé dans les Mayennes. Or, cette période est celle au cours de laquelle la gauche n'est pas représentée à trois reprises (1902, 1906, 1910) dans la circonscription de Cholet II, qui englobe la majeure partie des Mayennes. Outre celle correspondant aux électeurs républicains privés de leur candidat, l'abstention concerne aussi des électeurs de droite qui ont vraisemblablement jugé inutile de se déplacer.

Les communes qui ont fourni le plus de voix à P. Blavier, le candidat républicain aux élections d'apaisement de 1893, sont peuplées d'un nombre relativement important d'ouvriers du textile (La Chaussaire, Saint-Pierre-Montlimart) ou de briquetiers, tuiliers et potiers (Le Puiset-Doré) ou encore d'employés dans une fabrique de tarare (Botz). Mais leur présence ne peut suffire à expliquer ce vote de gauche dans une région où la droite détient une position hégémonique. En effet, les communes les plus ouvrières ne sont pas les plus favorables à la gauche et inversement. Ainsi Saint-Pierre-Montlimart et Botz qui votent en faveur d'un républicain à trois reprises (1889, 1893 et 1898) ne comptent respectivement que 15 % et 10 % d'ouvriers contre 66 % et 67 % de paysans « dépendants » (fermiers et domestiques de ferme). À l'inverse, Montjean, malgré une population ouvrière de 50 % pour seulement 36 % de paysans, ne donne la majorité à la gauche qu'en 1881. L'effet de perturbation que peut induire une structure sociale plus complexe et habituellement considérée comme étant plus propice au vote de gauche demeure donc très limité. Il faut dire qu'à la différence de l'industrie du Segréen (ardoisières et carrières) qui connaît son plein développement après la Première Guerre en faisant appel à des ouvriers allogènes (le plus souvent originaires de Bretagne), l'industrie choletaise emploie avant tout une main d'œuvre locale encore toute « empaysannée ».

Un autre facteur a pu jouer en faveur de cette brusque ascension du vote de gauche en 1893, l'attitude ambiguë du clergé. Si l'aristocratie locale est restée solidaire de son candidat, le vicomte de La Bourdonnaye, il en est allé différemment pour le clergé. *L'Anjou*, le journal qui soutient le vicomte, ne se prive pas de dénoncer les contradictions de la presse catholique. Dans un article intitulé « Croix contre Croix », la rédaction se montrait étonnée que *La Croix du Dimanche* (20 août) n'ait pas clairement appelé ses lecteurs à voter pour le vicomte et contre P. Blavier comme l'avait fait *La Croix angevine* quelques jours auparavant³².

En Anjou comme ailleurs, la politique du ralliement a suscité un profond malaise parmi les catholiques. La position de *La Croix du Dimanche* reflète parfaitement l'embarras dans lequel se trouve la direction du journal : « Cette année la mêlée est tellement confuse qu'il est difficile de s'y

32. Il s'agit du numéro du 12 août. La revue est alors dirigée par le baron de Villebois fermement attaché à ses convictions royalistes et hostile aux instructions de Léon XIII.

reconnaître au milieu de tous ces noms [...] Cependant nous croyons que l'on peut voter pour les candidats suivants : Blavier et de la Bourdonnaye. » *L'Anjou* ne cache pas son agacement devant une telle indécision, « Ce n'est pas sans surprise que nous voyons figurer le nom de Paul Blavier mis sur la même ligne que M. de la Bourdonnaye, recommandé au même titre que lui. ». On peut dès lors s'interroger sur la signification politique du vote en faveur de P. Blavier dans quelques-unes des communes qui ont été mentionnées plus haut. L'attitude des électeurs de ces communes n'est-elle pas imputable aux recommandations ambiguës du clergé local hésitant à choisir entre les consignes de l'un ou l'autre journal catholique ? L'élection de 1893 témoigne de l'importance du clergé dans cette région et plus généralement de la question religieuse dans la vie politique en Anjou.

Dans le Bugeois, où, à l'inverse, c'est la droite qui est absente à deux reprises du débat électoral, en 1898 et 1902, les abstentions sont relativement importantes comparées à la période précédente. Mais elles demeurent en deçà du niveau atteint dans les Mauges car l'électeur bugeois a néanmoins le choix entre un candidat républicain et un candidat socialiste.

Période 1919-1936

Cette troisième période est marquée par un très net reflux de l'abstention dans la plupart des circonscriptions du département, à l'exception toutefois du Saumurois où l'emprise de la droite devient si imposante qu'elle décourage les électeurs du camp adverse.

En revanche, la droite est maintenant contestée dans l'ouest de l'Anjou. On peut émettre l'hypothèse, qui ne semble pourtant qu'à moitié satisfaisante, que s'il y a bien face à face entre la « réaction » et le « mouvement », la lutte est dans cette région suffisamment inégale pour qu'on puisse s'étonner que tant d'électeurs continuent de prendre le chemin des urnes. Le recul de l'attitude abstentionniste après la Première Guerre mondiale serait en partie le fruit des divisions de la droite et de l'apparition d'une droite moins marquée par son association avec les grands propriétaires. Désireuses de s'affranchir de la tutelle des grands notables traditionnels, les populations de la région auraient accordé un plus grand intérêt aux luttes électorales. Si en 1919 comme en 1924, la liste de la droite résolument « anti-républicaine » l'emporte, la liste de droite concurrente qui accepte la République la talonne. Le retour au scrutin majoritaire témoigne des changements en cours dans l'attitude des bocains. Aux élections de 1928, Louis Rolland, candidat de la Jeune République, inconnu ou presque des électeurs choletais, cause la surprise en battant René Blachez, grand notable local soutenu par les grands propriétaires mais lâché par le clergé qui se refuse à prendre parti pour l'un ou l'autre des candidats. Quatre ans plus tard, les descendants des Vendéens semblent confirmer leur ralliement à la République en renouvelant le mandat de Louis Rolland. L'amélioration du niveau de participation électorale entre les deux guerres n'est cependant

pas tant le signe du ralliement à la République que l'indice d'un intérêt accru pour des scrutins au cours desquels les électeurs se voient offrir un « véritable choix ».

Période 1945-1956

Sous la IV^e République, on assiste à une modification profonde de la géographie de l'abstention. Les communes dont les électeurs font preuve d'un civisme chancelant sont dorénavant situées dans l'est du département, dans une partie du Saumurois et surtout dans le Bugeois. À l'inverse, plusieurs communes du Choletais se distinguent par un niveau exemplaire de participation. Pour cinq d'entre elles la moyenne des abstentions est inférieure à 10 %.

L'itinéraire de l'abstentionnisme dans le Bugeois semble moins énigmatique. L'intensité du civisme électoral de ses habitants sous la Troisième République s'explique aisément par la vigueur des joutes électorales. Dans ce pays qui, comme le Saumurois, repoussa les combattants de l'Armée Catholique et Royale en 1793 mais qui, à la différence du Saumurois, n'a jamais cessé de témoigner son enthousiasme pour la République, l'issue du débat électoral entre la droite et la gauche (républicaine puis radicale) n'étant pas toujours suffisamment décisive, contraignait un minimum d'électeurs à ne pas se déplacer pour aller voter.

Après 1945, une partie de l'électorat du Bugeois habitué au dualisme droite/gauche et fidèle au radicalisme manifeste un certain désarroi face au nouveau contexte politique qui se dessine avec l'effondrement du parti dominant de la Troisième République et l'éclosion du tripartisme.

Période 1958-1988

Comme la IV^e République, l'ère gaulliste brouille les cartes du jeu électoral d'avant-guerre. La Cinquième République développe en effet un modèle qui s'écarte trop du modèle bloc contre bloc, et en particulier bleu/blanc, auquel les habitants du Bugeois demeuraient depuis longtemps attachés. Le mandat de Valéry Giscard d'Estaing leur aura sans doute offert une transition vers un nouveau modèle qui n'est pas sans parenté avec l'ancien. Avec la remontée du parti socialiste, le combat droite/gauche reprend en effet ses droits et avec lui les habitants du Bugeois retrouvent le chemin des urnes. Encore légèrement supérieure à celle du Choletais, l'abstention au cours des présidentielles de 1981 et 1988 a chuté de près de 50 % par rapport à celle de 1945-1956 ou 1958-1978, passant en moyenne de près de 28 % à moins de 15 %. Ce n'est donc pas tant l'absence d'intégration sociale dans laquelle l'absentéisme religieux aurait sa part qui peut rendre compte du grand nombre d'abstentionnistes dans cette région que le fait qu'une grande partie d'entre eux s'était très vite désintéressée du devenir d'une situation politique ne répondant pas ou très mal à leur attente.

L'abandon de la représentation proportionnelle au profit du scrutin uninominal à deux tours laisse inchangée la géographie de l'abstention dans le département, même si les contrastes s'amenuisent quelque peu. Une partie toujours aussi importante de l'électorat du Baugeois et de la moitié orientale de la circonscription de Saumur continue de bouder les urnes tandis que la participation reste très forte dans l'ouest du département (Choletais et Segréen) alors que dans le même temps le degré d'assiduité aux offices s'est effondré. Pressentie dès 1955 par l'évêque d'Angers, la chute de la pratique religieuse, comme on peut le voir dans le tableau suivant, est particulièrement prononcée dans la moitié occidentale du département. D'unanimiste, la pratique pascalle est en train de devenir largement minoritaire, chez les femmes comme chez les hommes, dans les Mauges comme dans le Segréen. Les églises du Baugeois et du Saumurois, continuent elles aussi de perdre des fidèles mais l'écart avec l'ouest du département se réduit.

Évolution de la pratique dominicale (en %)
(présence à la messe du dimanche)

(Source J. Jeannin [dir.], Visages religieux de l'Anjou en 1982, Angers, Diocèse d'Angers, 1983, 85 p. multigr.)

Régions	Hommes 1961	Hommes 1982	Femmes 1961	Femmes 1982
Mauges	81	27	81	38
Segréen	45	14	45	24
Baugeois	11	3	11	6
Saumurois	11	5	11	10

La variable religieuse ne peut donc à elle seule expliquer le maintien d'un niveau toujours plus élevé de participation depuis 1945. Certes la région qui demeure la plus pratiquante est également tout au long de la Cinquième République celle qui enregistre les taux de participation les plus élevés, alors qu'inversement le Baugeois se singularise toujours par une proportion quelque peu plus forte d'abstentionnistes. Cependant le lien entre religiosité et participation perd de sa pertinence dans les cantons du Saumurois qui, malgré une déchristianisation tout aussi avancée et ancienne, connaissent des taux de participation qui n'ont rien à envier à ceux de l'ouest.

•

Si les variations en matière de mobilisation électorale demeurent encore, pour partie, inexpliquées, l'exemple angevin montre bien néanmoins que l'abstention est d'abord et peut-être avant tout « politique », plus que sociologique. Certaines des variables susceptibles d'influer sur le niveau de participation sont aujourd'hui, sinon en train de disparaître, tout du moins

en voie de forte atténuation. C'est ainsi que la participation des femmes autrefois plus faible que celle des hommes est aujourd'hui quasiment équivalente³³. On observe également une diminution sensible du rôle de la religion à laquelle une partie de plus en plus minime de la population demeure attachée. Quant à l'habitat, nous avons vu ce qu'il fallait en penser.

Doit-on pour autant éliminer toute incidence sociologique sur le niveau de participation. Rien n'est moins sûr. Mais, seuls, sans aucun doute, l'âge et la catégorie socio-professionnelle sont encore susceptibles d'avoir un impact sur le comportement des électeurs. Reste que l'une comme l'autre de ces deux variables ne peuvent suffire à expliquer les contrastes que nous avons pu constater dans un département comme le Maine-et-Loire, tant au regard du temps que de l'espace.

On ne peut certes pas, par ailleurs, écarter l'idée chère à certains politologues américains d'un électeur doté d'un comportement rationnel et stratégique. On ne peut ignorer en outre que les exclus forment une partie non négligeable des citoyens qui négligent de s'inscrire sur les listes électorales et de ceux qui s'abstiennent régulièrement. S'appuyant sur une enquête réalisée dans un quartier populaire de la banlieue nord de Paris, Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen ont en effet été conduits à conclure que les records d'abstention enregistrés lors de l'élection présidentielle de 2002 étaient pour une grande part le fait des catégories populaires³⁴. Victimes d'une ségrégation sociale et spatiale, ces catégories se seraient désintéressées du scrutin. L'explication serait là encore sociologique. Les conditions de vie de ces catégories n'ayant guère été modifiées entre 2002 et 2007, comment dès lors expliquer le reflux sensible de l'abstention aux élections présidentielles de 2007, si ce n'est du fait d'un contexte politique tout à fait différent ? On retrouve en effet des taux de participation tout à fait semblables à ceux de 1974 et supérieurs à ceux de 1981, deux scrutins au cours desquels les choix étaient tranchés comme, semble-t-il, ils le furent au cours des dernières élections présidentielles.

Ainsi, et comme nous avons voulu le montrer avec l'exemple angevin, il y a tout lieu de se défier d'une interprétation « sociologique » de la géographie et de l'histoire de l'abstention car c'est en réalité le contexte politique qui semble déterminant en dernière instance.

33. En 2000 (référendum sur le quinquennat), l'abstention tous sexes confondus avait été de 70 %, 69 % chez les hommes et 71 % chez les femmes. Une différence faible comparée à celle qui sépare le comportement des classes d'âge (61 % chez les plus de 70 ans et 79 % chez les 18-24 ans) ou les professions, 83 % chez les agriculteurs et 55 % chez les cadres supérieurs.

34. BRACONNIER, Céline et DORMAGEN, Jean-Yves, *La Démocratie de l'abstention...* op. cit.

RÉSUMÉ

Il est généralement admis, depuis les travaux d'Alain Lancelot, que le degré de participation aux élections dépend du niveau d'intégration sociale. Plusieurs variables (âge, sexe, catégorie socio-professionnelle, habitat, alphabétisation et religion) seraient censés concourir à l'élévation de ce niveau d'intégration. Les taux d'abstention enregistrés dans plus de 200 communes du Maine-et-Loire depuis l'introduction du suffrage universel ne confirment guère ce lien. Les variations importantes de ce taux, selon les périodes et d'une région à l'autre d'un département dont la géographie est très contrastée tant au niveau social que politique ou religieux, nous laissent penser que le contexte politique s'avère en définitive plus pertinent que le contexte social pour rendre compte du niveau de participation électorale.

ABSTRACT

Since Alain Lancelot's works, it is used to say that abstention depends on social integration. Several variables (age, sex, profession, literacy, environment, and religion) would be expected to contribute to raise this social integration. The rate of abstention registered in more than 200 communes of the Maine-et-Loire since universal suffrage has been introduced in France does not really confirm this link. The significant variations of this rate according to periods and from a region to the other one of a department which the geography is sharply contrasted at both the social, political and religious level lead us to believe that the political context seems indeed more relevant than the social context to explain voter turnout.